



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

Bureau de l'environnement et de l'utilité publique



COPIE

ARRÊTÉ

du 16 DEC. 2019

**mettant en demeure la société LEBRONZE ALLOYS SAS
pour l'exploitation de ses installations situées 21, Vieux Chemin de Bergheim à Sélestat**

Le Préfet de la région Grand Est
Préfet de la zone de défense Est
Préfet du Bas-Rhin

- Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.511-1 et L.514-5 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 23 juillet 2007 à la société ALSAFIL (aujourd'hui LEBRONZE ALLOYS SAS) pour l'exploitation sur le territoire de la commune de Sélestat d'installations d'électrozingage et d'une fonderie de métaux non ferreux ;
- Vu les plaintes de riverains du site de l'entreprise LEBRONZE ALLOYS SAS à Sélestat reçues en sous-préfecture de Sélestat-Erstein le 18 février 2019, le 28 octobre 2019 et le 14 novembre 2019 pour des nuisances sonores ;
- Vu le rapport du Bureau Veritas n°8142125/1 daté du 30 octobre 2018 relatif au contrôle des niveaux sonores dans l'environnement du site de l'entreprise LEBRONZE ALLOYS SAS à Sélestat ;
- Vu le rapport du 28 novembre 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées établi suite à la visite sur site en date du 21 novembre 2019 et transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que des riverains du site habitant le Vieux Chemin de Bergheim ont signalé à trois reprises à la sous-préfecture de Sélestat-Erstein les nuisances sonores générées par le fonctionnement du système de décolmatage ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du site le 21 novembre 2019 il a été constaté que :

- le fonctionnement du filtre à manches des fumées de la fonderie, situé à l'extérieur du bâtiment de production est équipé d'un système de décolmatage fonctionnant par injection d'air comprimé plusieurs fois par minute ;
- des dépassements des valeurs limites de bruit, définies par l'arrêté préfectoral susvisé, mesurés à l'extérieur du site au niveau du Vieux Chemin de Bergheim ;

Considérant que les dépassements de valeurs limites de bruit et les nuisances sonores signalées à trois reprises en 2019 constituent des manquements aux dispositions, respectivement, de l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral susvisé et de l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I susvisé du code de l'environnement en mettant en demeure la société LEBRONZE ALLOYS SAS de respecter les dispositions auxquelles elle a contrevenu, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société LEBRONZE ALLOYS SAS, dont le siège social est situé Voie de Châlons, Route Départementale 977, 51600 Suippes, ci-après dénommée « l'exploitant », est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées à Sélestat, 21 Vieux Chemin de Bergheim, de se conformer aux dispositions rappelées ci-après **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- Article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé

« l'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. »

- Article 12.2, alinéa 2 (niveaux limite de bruit) de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 susvisé

«

De manière à assurer le respect des valeurs d'urgence admissible définies précédemment, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Niveau sonore limite admissible	Période de jour allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point n° 1	49 dB(A)	50 dB(A)
Point n° 2	51 dB(A)	54 dB(A)
Point n° 3	55 dB(A)	55 dB(A)
Point n° 4	50 dB(A)	50 dB(A)

»

Article 2 : sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : mesures exécutoires

Le Sous-Préfet de l'arrondissement de SELESTAT-ERSTEIN

Le Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LEBRONZE ALLOYS SAS par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au Maire de SELESTAT.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Yves SEGUY

Droit des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG (31, avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

